



Conférence suisse des hautes écoles  
Conseiller fédéral Guy Parmelin  
Président  
Einsteinstrasse 2  
3003 Berne

Berne, le 30 septembre 2021

**Modification de l'Ordonnance du Conseil des hautes écoles pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles: Prise de position du Conseil suisse d'accréditation**

Monsieur le Président,

En vous remerciant pour la possibilité offerte de répondre à la procédure de consultation, le Conseil suisse d'accréditation (CSA) vous fait part, dans le délai fixé, dans sa prise de position, de ses observations et de son avis quant au projet de modification de l'Ordonnance du Conseil des hautes écoles pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles.

**1.- Introduction**

Le 28 juin 2021, la Conférence suisse des hautes écoles a mis en consultation un projet de modification de l'ordonnance d'accréditation LEHE destiné à préciser la procédure de renouvellement d'une accréditation institutionnelle, dans une optique de simplification.

C'est sur la base des propositions du CSA que ce projet a été établi. Le texte soumis en consultation diffère certes quelque peu des propositions du CSA. Mais il ne s'agit que de modifications formelles tenant compte du style législatif propre à la Confédération, sans changement quant au fond.

**2.- Remarques générales**

Comme le Rapport explicatif du CHE le rappelle à juste titre, qu'elle soit initiale ou renouvelée, l'accréditation d'une institution doit remplir les conditions de fond (art. 27 et 30 LEHE) et de forme (art. 32 LEHE ; art. 8 à 20 de l'ordonnance d'accréditation LEHE) imposées par la loi et par les ESG (« Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area ») auxquels la Suisse a choisi de se conformer. La marge de manœuvre pour simplifier une procédure de renouvellement de l'accréditation institutionnelle est dès lors étroite, et le projet mis en consultation respecte les limites imposées. En particulier, il se conforme au processus prévu par les ESG (rapport d'auto-évaluation, visite et rapport d'un groupe d'experts, décision d'accréditation), repris par les art. 12 à 20 de l'Ordonnance (cf. art. 20a al. 3 variante 1 et al. 4 variante 2).

Comme l'accréditation d'une institution du secteur tertiaire est une décision lourde de conséquences, et qu'en Suisse elle n'intervient que tous les 7 ans – ce qui est une longue période en comparaison internationale – la procédure ordinaire suivie pour l'accréditation initiale est sans doute la plus adéquate et la plus fiable. C'est donc à raison que le projet prévoit d'y retourner après une procédure simplifiée (art. 20a al. 4 variante 1 et al. 5 variante 2), de sorte qu'une procédure ordinaire pourra avoir lieu au moins tous les 14 ans.

### **3.- Choix entre les variantes**

Ainsi qu'il l'avait déjà fait en soumettant ses propositions au CHE pour la séance de celui-ci du 25 février 2021, le CSA réitère sa nette préférence pour la variante 1. Celle-ci prévoit un mode de simplification identique pour toutes les procédures de renouvellement, par le moyen d'une concentration sur les exigences essentielles de la LEHE. Le projet de guide déjà élaboré par l'AAQ, en particulier le questionnaire qui y est annexé, montre que le rapport d'auto-évaluation d'une institution sera plus synthétique qu'en procédure ordinaire, tout en permettant de respecter les conditions posées par la loi.

A l'inverse, la variante 2 n'offrirait qu'une apparence de simplification, car, pour limiter l'examen du renouvellement de l'accréditation aux seuls éléments du système qualité qui ont été modifiés ou qui auraient dû l'être, le rapport d'auto-évaluation devra néanmoins démontrer que les autres éléments sont demeurés stables. Sur une période de 7 ans ayant normalement connu d'assez nombreux changements, une telle démonstration n'aura rien d'anodin. En outre, les modifications intervenues n'étant pas les mêmes partout, il sera difficile au CSA de comparer les rapports des experts et des agences et d'assurer la cohérence des décisions d'accréditation.

Par conséquent, le CSA recommande de retenir la variante 1.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez aux présentes observations et vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre haute considération.



Pr Dr Jean-Marc Rapp  
Président du Conseil suisse d'accréditation